

Frédéric Guillaume Dufour. *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*. Montréal : Presses de l'Université du Québec. 2016. 480 p. 50.00 \$. ISBN 9782760543492

Charles Beaudoin-Jobin

Volume 41, numéro 1, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1065963ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1065963ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaudoin-Jobin, C. (2019). Compte rendu de [Frédéric Guillaume Dufour. *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*. Montréal : Presses de l'Université du Québec. 2016. 480 p. 50.00 \$. ISBN 9782760543492]. *Scientia Canadensis*, 41(1), 77–79. <https://doi.org/10.7202/1065963ar>

Frédéric Guillaume Dufour. *La sociologie historique. Traditions, trajectoires et débats*. Montréal: Presses de l'Université du Québec. 2016. 480 p. 50.00 \$. ISBN 9782760543492

Cet ouvrage constitue une contribution majeure à l'historiographie de la sociologie historique. Frédéric Guillaume Dufour offre ici au lecteur passionné de sociologie un travail intellectuel inestimable. Dans le sillage des préoccupations épistémologiques du sociologue Charles Wright Mills, l'auteur réussit avec une rare finesse d'analyse à produire une synthèse captivante des recherches contemporaines et ce, en évitant les écueils de deux grands paradigmes que représentent le positivisme anhistorique et le relativisme abstrait à courte vue.

Au fil des pages, le lecteur ne pourra qu'être impressionné par l'ampleur de l'entreprise à laquelle s'est attelée le chercheur, soit de proposer une véritable généalogie d'un champ de recherche tout en faisant dialoguer les auteurs classiques et les recherches contemporaines. À cette tâche, les deux premiers chapitres s'avèrent particulièrement précieux: situer les trajectoires et les débats et, surtout, éclairer les différentes tensions et questions de méthode. Une tâche qui, comme le souligne à juste titre l'auteur, « ne peut faire l'économie d'une démarche réflexive » (86). Par la suite, l'auteur nous convie à une réflexion passionnante sur les débats tendus et parfois « à couteaux tirés » sur les concepts de classes sociales, de famille et de propriété (chapitre 3). Dans les traditions sociologiques inspirées de Marx et de Weber, les enjeux liés aux

approches théoriques ne « sont pas que sociohistoriques ». Les nombreuses études féministes ont contribué, plus que toutes autres analyses, à illustrer « le caractère politique des normes relatives à l'accès et à la transmission de la propriété » (118). Les inégalités sociales, les nouveaux visages de la pauvreté ou encore « la racisation et à la féminisation de certains secteurs plus à risque d'être moins bien payés » (131) sont des questions qui demeurent d'une grande d'actualité et qui demandent continuellement aux sociologues d'en déconstruire « le caractère dit naturel ».

Le portrait à la fois complexe et interdisciplinaire se dégageant des analyses subséquentes traversent un nombre importants de débats. Des structures de pouvoir au processus de centralisation étatique aux formes que revêtent la souveraineté (chapitre 4), l'analyse ouvre une voie féconde à la compréhension « des normes qui ont encadré et domestiqué la politique » (183). Selon l'expression de Bruce Curtis, l'État par le biais de la bureaucratie, s'exige de « produire une population ». Penser l'État, c'est faire l'étude, avec George Canguilhem et Gaston Bachelard, « des catégories du savoir en sciences sociales et dans le développement d'un sociologie réflexive » (201). Ici, Frédéric Guillaume Dufour fait preuve non seulement de grande érudition théorique, il démontre un véritable souci d'interroger les implications et les rôles du ou de la sociologue engagé et des savoirs constitués en politique qui participent « à la construction de l'État, de la population et des clôtures sociales » (206). Ces savoirs à destination

politique imposent de nouvelles règles de conduite à l'action collective, action tout autant imprégnée de subjectivité politique et de « préoccupations relatives aux luttes sociales » (207).

Or, ce n'est peut-être qu'au chapitre dédié à la transition au capitalisme (chapitre 5) que le lecteur prend la pleine mesure du tour de force que constitue cet ouvrage de synthèse. Si nous retrouvons ici les travaux incontournables d'Adam Smith, Karl Marx et Max Weber, l'auteur nous invite à saisir « le moment relationnel » (Robert Brenner) qui prend en compte la « médiation de la transformation des relations sociales de pouvoir médiatisées par l'organisation sociale de la propriété » (243). Ici, les questions relatives de la place qu'a jouée « l'institution particulière » qu'est l'esclavage dans le commerce mondial trouvent écho aux débats théoriques concernant le développement du salariat, de la persistance des modèles seigneuriaux (notamment au Bas-Canada) tout comme des nouvelles formes de hiérarchie au sein de l'économie. Enfin, en remettant en question « l'eurocentrisme de la tradition wébérienne », c'est un champ complexe de questions (loi de la valeur, principe d'accumulation primitive, marché domestique) qui se retrouve au cœur de l'analyse.

À notre humble avis, ce remarquable pèlerinage théorique atteint son point culminant au chapitre suivant : *la sociologie historique des révolutions et des conflits sociaux* (chapitre 6). « Qu'est-ce qui incite les acteurs à se mobiliser » ? À cette question, non seulement l'auteur distille avec brio les différentes perspectives liées à l'étude

des conflits sociaux, il détaille les concepts fondamentaux des théories liées aux mouvements sociaux, à l'action collective et au changement social. Comme le rappelle à juste titre Frédérick Guillaume Dufour, dans ce vaste champ d'étude que constitue la sociologie historique des grandes révolutions modernes, se pose l'épineuse question « des critères sur la base desquels on distingue une révolution d'une révolte, d'une insurrection, d'un soulèvement et d'une guerre civile » (270). Au croisement de trois grandes familles de débats – les révolutions bourgeoises d'inspiration marxiste, les phénomènes politiques influencés par le contexte international et les révolutions négociées – c'est tout un ensemble de répertoires d'action sociale et politique (manifestations, occupations, grève, pétition, sabotage, etc.) qui marque la naissance des mouvements sociaux, des révoltes et, des révolutions.

Progressivement l'auteur déplace la lentille afin d'observer les manifestations des régimes politiques, de l'État et de la démocratie (chapitre 7). Se référant à T.H. Marshall, l'auteur démontre pièce par pièce, les principales composantes qui mènent à l'institutionnalisation de la citoyenneté, à savoir « les droits civiques, garantis par des institutions juridiques; les droits de participation politique, garantis par les parlements; et les droits sociaux, associés au développement de l'État-Providence » (317). Encore une fois, l'auteur fait ici preuve d'une remarquable analyse. En réactualisation les différentes débats entourant les pratiques nationalistes (chapitre 8), l'analyse

expose « à quel point le développement du marché et du capitalisme allait entraîner un ensemble de processus socioculturels contradictoires : l'invention des traditions; la nostalgie des temps révolus; la politisation des mémoires; l'appel d'un sacré intégriste sécularisé; et le repli sur les mythes de l'authenticité » (357).

En faisant dialoguer les traditions théoriques, les débats contemporains, et les différents courants parfois contradictoires et souvent fragmentées de la sociologie historique, l'auteur réussit son pari. Ce livre est peut-être, et surtout, en cette « sombre » période, une invitation à la sociologie et aux

rôles indispensables qui lui incombent: mettre en éclairage le fonctionnement des institutions, les différents rouages des pouvoirs, et les catégories de connaissances qui les sous-tendent. La sociologie se saisit du présent pour appréhender, révéler et expliquer, dans une perspective critique, la production « de mythes nationaux, dans la mise en récit de la trame historique des 'nations majoritaires' où l'homogénéité de ces majoritaires est amplifiée et où l'agence et la subjectivité des autres est laissée dans la marge de l'histoire » (397).

Charles Beaudoin-Jobin
Cégep de Sainte-Foy